

Soins médicaux—Loi

de penser que les Canadiens ne souhaitent pas prolonger le programme d'assurance-maladie.

Il est tout à fait irréflecté de suggérer que le gouvernement fédéral doive cesser de subventionner les nouveaux programmes d'assurance-maladie et qu'il ampute des programmes du bien-être social et limite leur application. L'augmentation de 13 p. 100 que prévoit cette mesure est insuffisante, ne serait-ce que pour faire face à l'accroissement de la population. La première année, elle ne pourra faire face ni à l'accroissement prévu de la population, ni à l'accroissement de la demande dans le domaine des services de santé. Cela signifie que nous nous trouverons dans une situation encore plus désastreuse, à moins que les provinces ne dépassent leur contribution qui s'élève déjà à 50 p. 100.

J'aurais aimé que ce ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) s'intéresse davantage à certaines des recommandations du rapport Hall. Je voudrais qu'il indique au Parlement le résultat des recherches de ses fonctionnaires et des solutions autres que la réduction des services de santé au Canada. Certaines autres coupures auraient permis de conserver les mêmes services de santé, sinon de les augmenter. Il pourrait s'agir de participation aux frais, ou de supervision plus efficace des services hospitaliers. Certaines opérations de chirurgie esthétique pourraient être supprimées du régime. Il existe diverses possibilités permettant au ministre de subventionner à 50 p. 100 un régime d'assurance maladie pour tous les Canadiens, offrant des services de santé que notre société exige.

A mon grand intérêt, certains députés ont dit au cours de ce débat qu'il leur paraissait choquant que le ministre s'enorgueillisse du fait que le Canada se trouve à la cinquième ou à la sixième place dans le monde en ce qui concerne les services de santé.

Une voix: Nous sommes les premiers.

M. Peters: Sans avoir l'esprit de clocher, j'estime que nous devrions avoir la première place. J'ai visité d'autres pays, j'ai eu connaissance de leurs services de santé et je sais bien que nous n'avons pas la première place. Le ministre de la Santé estime superflus certains services qui semblent nécessaires à d'autres pays. Il me paraît que même les conservateurs auraient beaucoup de mal à supprimer certains de ces avantages supplémentaires.

Une voix: Même les conservateurs de gauche.

M. Peters: N'importe quelle sorte, de gauche, de droite ou du centre. Je ne suis pas étonné que les conservateurs se joignent à nous pour inciter le ministre à changer d'avis au sujet des réductions dans ce domaine. J'entendais jadis une définition intéressante d'un conservateur et j'ai comparé avec intérêt cette définition avec celle qui a été donnée à la télévision il y a quelques jours.

Un vieux monsieur me disait il y a des années que le conservateur était celui qui luttait toute sa vie pour conserver ce dont son père avait tenté toute sa vie de se débarrasser. Je me souviens qu'il y a quelques années les conservateurs luttaien farouchement contre l'établissement du régime d'assurance frais médicaux au Canada. Ils luttent maintenant avec acharnement pour le conserver dans sa forme actuelle. Je les en félicite. Je crois sincèrement que s'il y a un domaine dont le gouvernement devrait se soucier, c'est l'établissement de services de soins médicaux à l'intention de la population.

[M. Peters.]

● (2020)

Je ne crois pas que la vie des gens puisse se résumer à une question d'argent. Je ne pense pas que nous puissions avoir une population en bonne santé si les gens vivent dans des logements insalubres ou inadéquats. Je ne crois pas qu'on puisse avoir une nation en bonne santé avec 10 à 12 p. 100 de la population continuellement en chômage et je ne crois pas non plus que ce soit possible si nous ne déployons pas tous nos efforts pour fournir des services de santé satisfaisants à toute la population. Et je ne pense pas que nous l'ayons fait. Je crois que nous pourrions faire beaucoup mieux.

Je suis certain que nous devrions consacrer 10 fois plus d'argent à la recherche. Je suis toujours sidéré lorsque j'entends le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social déclarer, par exemple, que selon un rapport des États-Unis les cyclamates sont cancérigènes et doivent être interdits. Nous n'avons pas chez-nous de chercheurs capables de le découvrir. Nous devons compter sur les Américains. C'est pour cette raison qu'il nous arrive parfois de retirer par erreur un article du marché pour nous apercevoir ensuite qu'il faut le remettre sur le marché. Nous ne sommes pas encore capables de mener nos propres recherches sur les additifs alimentaires et le reste. Nous n'avons pas les installations de recherche et le personnel qualifié voulus pour assurer ce service.

Je trouve étonnant par exemple, alors qu'il y a pénurie de sang au Canada, que la Croix Rouge puisse quand même en vendre à l'étranger. On peut se demander si le sang que nous envoyons aux autres pays répond à nos critères. Si j'ai bien compris, cela suscite certains doutes.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social dit aux Canadiens que les hamburgers sont mauvais pour la santé, que c'est de la viande de cheval ou de la viande d'animaux morts. On dit que cette viande contient une foule de bactéries, mais qu'elle ne sera plus nocive si on la cuit pendant cinq minutes de plus. Si c'est là le genre de conseil que le ministère fédéral de la Santé peut donner aux Canadiens nous n'avons vraiment pas fait beaucoup de progrès et on ne peut pas dire que nous consacrons trop d'argent à la santé de la population. Je crois que le gouvernement a mal établi ses priorités.

A mon avis, si le gouvernement désire réduire les services dans un certain nombre de domaines il devrait commencer par la Fonction publique, où le personnel surabonde. J'ai entendu dire qu'il y avait des compressions au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Or, elles ne visent pas les hauts fonctionnaires mais les Indiens qui ont été engagés par le ministère. C'était à prévoir.

On peut procéder à certaines réductions au Canada mais il y a certains domaines où, je pense, nous ne devrions pas transiger. La santé est sans nul doute un domaine où une réduction des services n'est ni souhaitable ni faisable si nous voulons que notre nation soit forte et saine.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt cet après-midi ce député âgé, je crois, de 27 ans, raconter que lorsqu'il en avait 26, il ne pouvait pas courir plus d'une fois le quart de mille. Je suis heureux d'apprendre qu'il a entrepris un programme d'entraînement pour se maintenir en forme. Je pense que c'est une très bonne idée. C'est une chose que nous devrions envisager dans le but d'encourager les Canadiens à faire de l'exercice et à profiter de ce que je considère comme des mesures préventives que notre pays, pourtant moderne, ne s'est pas donné la peine de promouvoir.